

depuis sa restauration en 1854 — l'enseignement de l'histoire et de la géographie.

Cet enseignement, je dois le dire tout de suite, s'est profondément transformé sous l'influence de causes multiples ; il ne ressemble plus guère aujourd'hui à ce qu'il a été autrefois.

Il y a une date d'une importance particulière pour l'enseignement historique dans les Facultés de province, c'est l'année 1880-1881. A l'origine, si les Facultés de droit et de médecine avaient pour mission de former les premières des magistrats, des avocats, des avoués ou des notaires, les secondes des médecins ou des officiers de santé, un rôle plus noble, si l'on veut, mais aussi plus modeste, incombait aux Facultés des lettres. Que demandait-on alors aux maîtres chargés d'enseigner l'histoire ? Un cours public qui durait de décembre à juillet ; ce cours n'avait pas besoin d'être le résultat de recherches personnelles ; il s'agissait pour les professeurs d'amuser, d'intéresser le grand public. Mais ils n'avaient pas de véritables élèves. C'est à l'École normale que les futurs agrégés d'histoire recevaient leur éducation. Il n'y avait pas à cette époque de licence historique. A supposer que les professeurs d'histoire des Facultés, mal préparés d'ailleurs aux recherches scientifiques, eussent désiré y consacrer une partie de leur temps, les instruments de travail leur faisaient défaut : les bibliothèques universitaires n'existaient pour ainsi dire pas.

L'enseignement historique dans les Facultés de province ne bénéficia pas des réformes que M. Victor Duruy accomplit vers la fin du second empire. L'École normale conserva son monopole pour la préparation à l'agrégation, et la licence demeura purement littéraire.

Enfin, sous la troisième République, l'édifice uni-

versitaire construit par Napoléon I^{er}, après avoir subi déjà des modifications dans quelques-unes de ses parties et jusque dans ses fondements, allait être l'objet de nouveaux remaniements. Quelques-uns des ministres de l'Instruction publique, J. Simon, Wallon, Bardoux, J. Ferry, comprirent la nécessité de réorganiser, de relever l'enseignement supérieur, et de mettre le régime universitaire plus en harmonie avec les principes même de la République. A l'absolutisme, à la centralisation, au monopole, il fallait substituer la liberté et l'autonomie.

L'École normale perdit ainsi le privilège de préparer seule les candidats aux diverses agrégations ; les Facultés des lettres se transformèrent peu à peu en écoles normales au petit pied. Pour cela on institua en 1877 les bourses de licence, en 1880 celles d'agrégation. Le 25 décembre de cette dernière année, J. Ferry accomplit une réforme non moins utile. Jusqu'alors la licence était un examen littéraire, d'où l'histoire et la philosophie restaient exclues. Quelques-unes des épreuves écrites, le thème grec et les vers latins, décourageaient bien des bonnes volontés. A cette licence unique J. Ferry en substitua trois ; désormais il y eut une licence historique. Le décret libérateur du 29 décembre 1880 amena aux Facultés des lettres de nombreux étudiants qui, sans lui, n'en auraient jamais pris le chemin ; il permit à ceux qui s'étaient égarés dans d'autres carrières de retrouver leur véritable voie.

Vers la même époque se créaient ou se développaient les bibliothèques universitaires.

Ainsi, les professeurs d'histoire ont des élèves, et l'on met à leur disposition des instruments de travail. L'enseignement s'est d'ailleurs modifié à l'École normale, et les agrégés qui en sortent ont reçu une éducation

scientifique, dont leurs prédécesseurs avaient été privés.

Du jour où il existe des étudiants en histoire, qu'il s'agit à la fois de préparer au professorat et d'habituer aux recherches personnelles, l'unique professeur d'histoire que possédaient au début les Facultés de provinces ne peut plus suffire à la tâche. Il faut plusieurs professeurs, dont chacun possède son domaine déterminé. La Faculté des lettres de Nancy en reçoit pour sa part quatre, qui enseignent respectivement l'histoire ancienne, celle du moyen âge, celle des temps modernes et la géographie.

Les cours publics ne sont pas supprimés, mais les professeurs d'histoire n'en font pas tous en même temps ; les cours ne durent plus qu'un semestre. A côté des cours publics on institue des conférences, auxquelles les étudiants seuls sont admis.

Les leçons et les travaux des professeurs vont changer de caractère : c'est le résultat naturel des modifications de toute sorte apportées à l'organisation de l'enseignement historique.

Les maîtres d'autrefois, en particulier ceux d'avant 1870, se réduisaient trop souvent dans leurs cours ou dans leurs livres au rôle de vulgarisateurs. Quelles que fussent leurs opinions politiques, leurs croyances philosophiques ou religieuses, ils avaient le goût des généralisations hâtives. Mieux préparés, mieux outillés, ayant à former des élèves, les nouveaux professeurs ont un enseignement plus technique, plus scientifique, leurs ouvrages sont plus substantiels, plus personnels ; ils se défient d'ailleurs des sujets trop vastes, et ne prétendent pas condenser en quelques pages une philosophie de l'histoire. Peut-être les premiers plaisaient-ils davantage au grand public ; pour apprécier les autres à leur juste valeur, il faut quelquefois aux auditeurs une certaine éducation historique.

Nous avons le droit d'affirmer, sans être taxé d'injustice, ni d'outrecuidance, que par son organisation plus souple et plus pratique, par ses méthodes plus rigoureuses, par l'importance des résultats obtenus, le haut enseignement historique actuel l'emporte sur celui d'il y a cinquante ans.

Douze professeurs ou maîtres de conférences, sans compter ceux qui sont maintenant en exercice, ont enseigné l'histoire ou la géographie à la Faculté des lettres de Nancy. Peut-être aura-t-on la curiosité de connaître leur sort. Sept sont allés à l'École normale ou à la Sorbonne, trois dans d'autres Facultés de province, un est devenu inspecteur général de l'Instruction publique, un enfin inspecteur d'Académie. A l'exception de MM. Lacroix, Petit de Julleville et Rambaud, tous les anciens professeurs d'histoire de notre Faculté vivent encore et continuent de servir le pays.

I

Le décret impérial et l'arrêté ministériel du 10 octobre 1854 n'avaient nommé qu'un seul professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Nancy. Un cours complémentaire de géographie, institué en 1869, se transforma trois ans plus tard en chaire magistrale. Enfin, l'année 1878 vit la création d'une maîtrise de conférences d'archéologie grecque et romaine, premier embryon de la chaire d'histoire ancienne, qui devait se constituer au cours de la seconde période.

A plusieurs reprises, ces chaires et cette maîtrise de conférences ont changé de titulaires ou de suppléants ; on a vu des professeurs passer d'un enseignement à un autre, des historiens et jusqu'à un archéologue contraints de se transformer en géographes.

J'ai déjà prononcé le nom de Louis Lacroix qui, en

décembre 1854, inaugura l'enseignement de l'histoire à la Faculté des lettres de Nancy. Celle-ci le garda dix-huit ans. En 1872, il fut désigné pour suppléer M. Wallon à la Sorbonne, prit sa retraite en 1880 et mourut deux ans plus tard.

Les cours publics que fit M. Lacroix s'étendaient sur toute l'année scolaire. Bien que seul professeur d'histoire, il n'était pas — dans le choix des questions qu'il traitait — aussi libre qu'on pourrait le supposer. Les règlements administratifs d'alors l'obligeaient en effet à prendre successivement ses sujets dans les temps anciens, le moyen âge et la période moderne.

Impossible, par conséquent, au maître de se spécialiser, s'il l'eût désiré. Veut-on se faire une idée de ce qu'a été l'enseignement de M. Lacroix de 1854 à 1865, par exemple ? Le professeur a pendant cette période tour à tour entretenu ses auditeurs des guerres médiques, de la république romaine, de l'empire romain et de l'Église, des croisades, des établissements européens en Asie depuis la fin du xv^e siècle, de la France au xvii^e et au xviii^e siècle.

Si j'ai choisi de préférence les dix premiers cours professés à Nancy par M. Lacroix, c'est qu'en 1865 il a publié les discours par lesquels il inaugurerait chaque année ses leçons. Ce volume fut même, en 1866, couronné par l'Académie française. Très curieux, le livre de M. Lacroix, parce qu'il est représentatif d'une période de l'enseignement historique. Bien écrit, mais un peu superficiel, sans recherches personnelles de la part de l'auteur, il fait songer involontairement à ces édifices que l'on élève pour les expositions universelles ou autres. Faits de bois et de plâtre, bien proportionnés, élégants de formes, brillamment décorés, il vaut mieux ne pas les regarder de trop près et se hâter de leur jeter un coup d'œil, car une ruine prochaine les

menace. Il en est des livres comme des monuments : le temps frappe de caducité ceux auxquels il n'a pas été appelé à collaborer.

Je trouve pour ma part beaucoup plus intéressant, et en tous cas précieux comme document, *Le Journal d'un habitant de Nancy pendant l'invasion de 1870-1871*. M. Lacroix qui a passé dans notre ville les mois — plus longs que des années — de cette douloureuse période, avait noté au jour le jour les événements, les bruits, parfois absurdes et fous, qui circulaient dans la ville, l'état d'esprit de la population, enfin ses impressions personnelles. Ce livre nous fait pénétrer en même temps dans l'intimité de l'homme, qui n'était exempt ni d'illusions, ni de partialité, mais dont la sincérité, les convictions profondes commandent l'estime et inspirent la sympathie.

Les deux premiers suppléants de M. Lacroix, M. Petit de Julleville et M. Robiou, ne firent que passer. Ils quittèrent Nancy pour aller, le premier à Dijon, le second à Rennes.

Le séjour ici de M. A. Rambaud fut d'environ quatre années. M. Rambaud s'était tout d'abord occupé de l'empire byzantin au ^x^e siècle. Constantinople avait été au cours de cette période attaquée plusieurs fois par les Russes ; ceux-ci attirèrent l'attention de M. Rambaud, qui en fit désormais l'objet de ses recherches. L'histoire de la Russie avait jusqu'alors été très négligée en France. Le premier, M. Rambaud l'étudia sérieusement et la fit connaître à ses compatriotes. Son *Histoire de Russie*, dont la première édition parut en 1878, obtint le plus vif et le plus légitime succès. Aussi peut-on regarder M. Rambaud comme un précurseur, comme un ouvrier de l'alliance qui devait se conclure plus tard entre la République française et le grand empire slave de l'Europe orientale.

Le mariage de M. Rambaud avec une de nos compatriotes ne devait pas, comme on aurait pu l'espérer, le fixer à Nancy. En 1879, Jules Ferry, devenu ministre de l'Instruction publique, fit de lui son chef de cabinet. Quand M. Rambaud quitta ses fonctions, il entra à la Sorbonne, tout en restant attaché durant quelques années encore à notre Faculté, comme titulaire de la chaire de géographie.

A Paris, l'activité de M. Rambaud ne devait pas se ralentir. Outre une *Histoire de la civilisation française*, on lui doit une solide et substantielle biographie de J. Ferry, dont il avait été le collaborateur et l'ami. Il dirigea, de concert avec M. Lavisse, cette grande *Histoire générale*, qui a rendu de si inappréciables services aux professeurs, aux étudiants et au grand public. L'Académie des sciences morales et politiques avait ouvert ses portes à M. Rambaud en 1897 ; l'année précédente il était entré comme ministre de l'Instruction publique dans le cabinet que présidait M. Méline. Il y a quelques jours encore, j'aurais pu dire que M. Rambaud professait toujours à la Sorbonne. Vous savez qu'un mal, ancien déjà, et que les médecins jugeaient incurable, vient de l'enlever à la science, à l'affection de sa famille et de ses amis. Jusqu'au dernier moment, il avait trouvé dans le travail une diversion à ses souffrances, et la mort seule a fait tomber la plume de ses mains.

La suppléance de M. Lacroix passa de M. Rambaud d'abord à M. Jean Zeller, puis à M. Debidour, qui devint lui-même titulaire de la chaire d'histoire en 1880. Je reviendrai sur M. Debidour, qui appartient beaucoup plus à la seconde période qu'à la première.

Une chaire magistrale de géographie avait en 1872 pris la place du cours complémentaire institué trois ans auparavant. Elle fut inaugurée par M. Vidal-Lablache,

dont l'enseignement fut très goûté de ses auditeurs. Beaucoup de ces derniers apprirent alors qu'il y a autre chose que de la nomenclature dans la géographie, que celle-ci est une science expliquant les rapports qui existent entre le climat, le sol, les animaux et les plantes, montrant enfin les influences qu'exercent les uns sur les autres ces différents facteurs.

M. Vidal-Lablache partit en 1877 pour l'École normale, où il a formé plusieurs générations de géographes. De 1877 à 1881, M. Debidour, puis M. Jean Zeller suppléèrent, le premier M. Vidal-Lablache, le second M. Rambaud.

Lorsque fut créée, en 1878, la maîtrise de conférences d'archéologie grecque et latine, elle fut confiée à M. Homolle, qui entretint le public des dernières découvertes faites en Italie et en Grèce.

En dehors de leur cours public, les professeurs d'histoire qui ne formaient ni licenciés, ni agrégés, n'avaient comme service que le baccalauréat, dont les sessions avaient lieu trois fois par an à dates fixes, et le doctorat qui, au contraire, ne revenait qu'à des intervalles éloignés et irréguliers. Encore, les quatre premières thèses, celles de MM. Soullié (1861), Charaux (1869), Patry (1873), Narcisse Michaut (1876), avaient-elles trait à l'histoire littéraire ou à la philosophie ; et les professeurs d'histoire, tout en prenant part aux soutenances, n'y jouaient qu'un rôle de second plan.

Enfin, en 1878, des thèses d'histoire — et d'histoire provinciale — furent présentées à la Faculté des lettres de Nancy. La thèse latine retraçait la vie de Jean de Vandières qui dirigea, durant une partie du x^e siècle, l'important monastère de Gorze. Dans sa thèse française, *L'Ancien régime dans la province de Lorraine et Barrois*, le candidat étudiait quelle avait été la situation des deux duchés, de 1697 à 1789. Les juges

qui eurent à l'apprécier louèrent l'érudition, l'esprit pénétrant, le ferme bon sens et l'impartialité de l'auteur, qui avait évité le double écueil contre lequel on risque d'échouer dans les travaux concernant cette période de l'histoire, l'apologie ou la critique systématique. La soutenance, très brillante, permit au candidat de faire valoir d'autres qualités encore : on admira sa présence d'esprit et sa verve. Aussi fut-il reçu docteur à l'unanimité. L'année suivante, l'Académie française décernait le second prix Gobert à la thèse française. La valeur de l'ouvrage aurait à elle seule assuré le succès du livre auprès du grand public. Il se trouva, par surcroît, que les hautes fonctions auxquelles l'auteur fut appelé par la suite, firent rechercher davantage son livre ; bien des gens, que l'état de la Lorraine au xviii^e siècle intéressait médiocrement, furent curieux de savoir ce que pensait de l'ancien régime, quand il était simple professeur au petit séminaire de Pont-à-Mousson, M^{sr} Mathieu, successivement évêque d'Angers, archevêque de Toulouse, enfin cardinal de curie.

La soutenance des thèses de l'abbé Mathieu est l'un des grands événements de la période que j'étudie. Celle de l'abbé Gillet n'a pas à beaucoup près la même importance. Le supérieur du petit séminaire de Reims essaya dans sa thèse française, consacrée à Charles-Maurice Le Tellier, archevêque de Reims, de laver ce frère du marquis de Louvois des accusations dont il avait été l'objet comme homme ou comme administrateur.

II

L'abbé Gillet avait été reçu docteur le 11 mai 1881. A partir de cette même année 1881, la situation de l'enseignement historique dans les Facultés de pro-

vince se modifie sous l'influence des causes multiples que j'indiquais plus haut. Une licence historique est instituée, des bourses de licence et d'agrégation créées. Ces diverses mesures amènent aux professeurs d'histoire des étudiants : les maîtres devront préparer ceux-ci à l'enseignement, éveiller en eux l'esprit critique, leur apprendre à travailler, à faire œuvre personnelle. La réforme de l'agrégation d'histoire en 1885, la création en 1894 du diplôme d'études supérieures furent bien accueillies des professeurs d'histoire et de géographie, qui voyaient grandir leur rôle d'éducateurs scientifiques. La bibliothèque universitaire, fondée en 1884, fournit aux maîtres ainsi qu'aux élèves les livres indispensables. Enfin, l'accroissement du nombre des chaires permit à la plupart des professeurs de se spécialiser.

Le temps me manque pour faire l'historique de toutes les chaires. Je me contenterai de rappeler que celle d'histoire de l'est de la France fut fondée en 1891 ; l'État fournissait une partie des fonds nécessaires, le reste était dû à de généreux donateurs, les Conseils généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, le Conseil municipal de Nancy et la Société des Amis de l'Université de Nancy. C'eût été pour M. Guerrier de Dumast, s'il avait encore vécu, un grand bonheur d'entendre enseigner l'histoire de sa chère Lorraine dans cette Faculté des lettres qui lui devait en quelque sorte l'existence. Avec quelle joie aurait-il salué cette nouvelle victoire de la décentralisation !

Mais suffit-il d'introduire l'histoire provinciale dans l'Université ? Le professeur de Faculté ne s'adresse qu'à un auditoire restreint. La connaissance du passé de la province, de la ville ou du village natal doit-elle demeurer le privilège d'une élite ? Est-il juste que la masse de la population soit laissée — par le fait de pro-

grammes que je préfère ne pas qualifier — dans l'ignorance de ce qu'ont fait, espéré ou souffert les ancêtres? On s'attache d'autant plus à son pays qu'on en connaît mieux l'histoire; au lieu de traiter — comme le feraient des vandales — les monuments du passé, on les respecte et on les entretient.

Ce n'est pas tout. Pour accomplir des progrès durables, pour éviter de fâcheuses méprises, ne devons-nous pas nous bien connaître? Mais pourrons-nous y parvenir, si nous ne savons pas quelles tendances, quelles qualités, quels défauts ont eus nos pères, tendances, qualités et défauts qu'ils nous ont légués?

Ouvrir les lycées, les collèges et les écoles primaires à l'histoire provinciale et locale me paraît donc une réforme utile et bienfaisante, qu'il serait grand temps d'accomplir. Par bonheur, l'initiative intelligente de quelques maîtres, de quelques inspecteurs d'Académie, et vous savez qu'à cet égard le département de Meurthe-et-Moselle compte parmi les plus favorisés, a pu dans une certaine mesure combler cette regrettable lacune des programmes officiels.

Le récit des transformations qu'ont subies depuis 1881 les chaires d'histoire n'offrirait aucun intérêt; je ne m'y arrêterai donc pas. Il convient pourtant de rappeler que des professeurs ont encore quitté un enseignement pour un autre, ou même se sont partagés entre l'histoire et la géographie. Tel maître paraît au début indécis sur sa vocation et ne pas bien savoir à laquelle des deux sciences il donnera la préférence: sera-t-il dieu, table ou cuvette? Toutefois, ces janus de l'enseignement ne montrent d'habitude au public qu'une de leurs faces, réservant l'autre pour les étudiants.

A l'heure actuelle, sur quatre professeurs d'histoire ou de géographie que compte notre Faculté, trois ont

un enseignement bien défini. Un seul possède le privilège, si c'en est un, de se dédoubler comme le maître Jacques, de l'*Avare*, alternativement cocher et cuisinier : c'est le professeur d'histoire de l'est de la France, qui est en même temps chargé du moyen âge.

Trois professeurs ou maîtres de conférences ont successivement enseigné à Nancy l'histoire ancienne depuis le jour où M. Homolle devint le suppléant de M. Rambaud dans la chaire de géographie : MM. Marcel Dubois, Diehl et Laurent. Le premier fit à la fois de l'histoire ancienne et de la géographie. Après avoir quelque temps hésité entre les deux, comme en témoignent ses thèses de doctorat, il finit par se consacrer tout entier à la géographie.

La Faculté des lettres de Nancy conserva quatorze ans M. Diehl. Les découvertes archéologiques faites en Italie, en Grèce, en Asie-Mineure, fournirent à M. Diehl les sujets de quelques-uns de ses cours. Ses auditeurs goûtèrent la façon agréable, élégante, toujours spirituelle, dont il savait présenter les artistes anciens et leurs œuvres. Plus tard, c'est l'histoire byzantine qui absorba M. Diehl ; il y consacra ses cours, ses thèses et ses plus récents ouvrages.

Lorsqu'en 1899 M. Diehl fut appelé à la Sorbonne, on lui donna pour suppléant, à Nancy, M. Laurent, un de ses plus brillants élèves, qui arrivait de l'École d'Athènes. M. Laurent ne s'est pas laissé absorber par ses conférences aux étudiants, ni par la préparation de ses thèses. Notre Faculté lui doit l'organisation des cours de français pour les étrangers.

La chaire d'histoire de l'est de la France avait été dès sa fondation, en 1891, occupée par M. Pfister, qui était sept ans auparavant arrivé à la Faculté des lettres de Nancy comme chargé d'un cours d'histoire et de géographie. Ancien élève de l'École normale, M. Pfister

avait en outre suivi les cours de l'École des Chartes et de l'École pratique des Hautes-Études. Le moyen âge l'attira d'abord, et c'est à cette période de l'histoire qu'il emprunta les sujets de ses thèses de doctorat, dont l'une fut couronnée par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Sans abandonner tout à fait l'histoire générale, il se donna plus spécialement à l'étude du passé de l'Alsace, sa terre natale, et de la Lorraine, sa patrie d'adoption. C'est en 1885 qu'il inaugura les cours d'histoire provinciale à la Faculté des lettres de Nancy. Le public apprécia comme elles le méritaient les rares qualités de M. Pfister, la solidité de son érudition, sa critique pénétrante, son exposition si nette et si claire. Qui n'a conservé le souvenir des magistrales leçons où M. Pfister a fait revivre le Nancy d'autrefois ! On sait que la générosité du Conseil municipal de Nancy, qui accorda une subvention de 10,000 francs au savant professeur, permit à celui-ci de publier ses cours sur l'histoire de notre ville dans une magnifique édition, œuvre de la grande imprimerie Berger-Levrault. Seul, le tome I de l'ouvrage a paru ; mais le départ de M. Pfister pour Paris n'arrêtera pas la publication des deux derniers volumes, elle n'aura d'autre effet que de la retarder.

En nous quittant, M. Pfister a emporté les regrets de tous ceux qui l'avaient connu, il a laissé un vide que personne ne peut combler. On ne remplace pas un érudit, un professeur, un homme, qui a rendu tant et de si variés services à la science, à la Faculté des lettres, à la ville de Nancy, à ses collègues et à ses élèves.

M. Debidour avait dû, tout d'abord, suppléer M. Vidal-Lablache dans la chaire de géographie. Dès qu'il le put, il revint à l'histoire, devint en 1879 le suppléant de M. Lacroix, et l'année suivante le remplaça en

qualité de titulaire. Tout de suite se manifestèrent les préférences du maître pour la période contemporaine ; le XIX^e siècle devint son domaine.

Dans une série de cours il exposa les attaques réitérées, et en partie au moins couronnées de succès, dont avait été l'objet l'œuvre artificielle et arbitraire accomplie par le congrès de Vienne. Si les convenances et les ambitions des souverains alliés avaient été consultées en 1815, on n'avait, en revanche, tenu aucun compte des aspirations ni des vœux des populations : d'où mécontentement, complots, insurrections, d'abord réprimées partout, victorieuses plus tard dans quelques pays seulement. La Sainte-Alliance et la Révolution, la question d'Orient au XIX^e siècle, l'unité allemande, l'unité italienne furent tour à tour étudiées par M. Debidour. L'auditoire nombreux et attentif qui se pressait dans le grand amphithéâtre de la Faculté des lettres admirait la mémoire prodigieuse du professeur, sa parole facile et abondante, la clarté de son exposition.

Ces incursions dans le domaine de l'histoire contemporaine rompaient avec les vieilles traditions ; aussi éveillèrent-elles certaines inquiétudes, dont on retrouve l'écho dans les rapports annuels de M. le doyen Benoît. Celui-ci reconnaissait, du reste, très loyalement que la grande majorité du public n'était pas de son avis.

Un peu plus tard, M. Debidour a tiré de ses leçons un important ouvrage en deux volumes : *L'Histoire diplomatique de l'Europe depuis l'ouverture du congrès de Vienne jusqu'à la clôture du congrès de Berlin*, livre instructif qui ne raconte pas seulement les transformations de l'Europe de 1815 à 1878 ; il nous met sous les yeux les défaillances et les erreurs, parfois désastreuses, de nos diplomates et de nos hommes d'État.

Après M. Mariéjol, dont le séjour à Nancy dura moins d'une année, M. Debidour fut suppléé par M. Georges Pariset, qui devait en 1901 être nommé titulaire. Le premiers cours de M. Pariset avait pour objet la Réforme en Allemagne. Le jeune maître demeura quelques années silencieux, occupé qu'il était à terminer ses thèses de doctorat, qu'il soutint brillamment en 1897. La thèse française, *L'État et les Églises en Prusse sous le règne de Frédéric-Guillaume I^{er}*, étude très fouillée, très pénétrante, fut couronnée par l'Académie française. Depuis lors, M. Pariset a traité du développement économique de la Grande-Bretagne dans les temps modernes, et des relations de la France avec l'Europe de 1802 à 1815. Le premier Empire retenait de plus en plus l'attention de notre collègue. Aussi est-ce à lui, comme à un spécialiste, que l'Université de Cambridge demanda d'exposer la réorganisation de la France par Napoléon I^{er} dans *l'Histoire universelle*, dont elle avait entrepris la publication.

Après le départ de M. Vidal-Lablache, la géographie avait connu bien des vicissitudes. Des historiens, M. Debidour et M. Jean Zeller, un archéologue même, M. Homolle, furent chargés de l'enseigner. Enfin, elle trouva dans M. Marcel Dubois, puis dans M. Bertrand Auerbach des maîtres qui, après une période d'indécision, se donnèrent à elle tout entiers. Dès 1885, M. Dubois fut envoyé à la Sorbonne, où il est devenu professeur de géographie coloniale.

Si, dans ses conférences aux étudiants, M. Auerbach s'est vu obligé autrefois de faire de l'histoire romaine, ses cours publics ont tous eu trait à la géographie. Tour à tour il a promené ses auditeurs à travers l'Australie, l'Océanie, les États-Unis d'Amérique, Madagascar, le Maroc ; il les a entretenus aussi de la question des races et des nationalités en Europe. De ce dernier

cours est sorti un livre d'un vif intérêt sur *Les Races et les nationalités en Autriche-Hongrie*, question complexe, mal connue en France, où il semble que l'on ait beaucoup de peine à la comprendre et à en saisir toute l'importance. Entre temps, la géographie régionale attirait M. Auerbach, qui a consacré une pénétrante étude, parue en 1893, aux régions naturelles dont l'ensemble constitue le plateau lorrain.

Je serais incomplet et injuste, si je ne rappelais le concours qu'ont apporté aux professeurs d'histoire et de géographie leurs collègues, soit de la Faculté des lettres, comme M. Perdrizet, chargé d'un cours d'archéologie et créateur du musée archéologique, soit d'autres Facultés, M. May, le regretté Dr Bleicher, enfin M. Thoulet, qui s'est créé dans l'océanographie un domaine où il règne en maître incontesté.

Les cours n'absorbent pas toute l'activité des professeurs ; des conférences réservées aux étudiants les occupent autant — sinon plus — que les leçons destinées au grand public. Dans ces conférences, maîtres et élèves travaillent en commun ; il s'agit, selon la nature de l'examen, de donner aux étudiants des connaissances générales, de développer en eux l'esprit critique, de leur apprendre quelles méthodes de travail ils doivent suivre, enfin de les préparer au professorat. Je ne dirai rien de la licence, qui n'est qu'une sorte de baccalauréat supérieur.

Le plus attachant — à mon avis — des trois examens dont les professeurs aient à s'occuper, est le diplôme d'études supérieures, créé en 1894 par suite du démembrement de l'agrégation. Il demande une union plus intime, une collaboration plus étroite du maître et des élèves, que le premier initie aux méthodes scientifiques et dont il cherche à faire des érudits sagaces et consciencieux. Par bien des points le diplôme res-

semble au doctorat d'Université, avec lequel il se confondra un jour. Peut-être alors lui accordera-t-on l'importance qu'on semble lui avoir refusée jusqu'à présent.

Ce qui rend le diplôme plus intéressant encore, c'est qu'à Nancy les deux tiers des candidats ont choisi comme sujet de leur thèse une question d'histoire provinciale prise dans le moyen âge, dans les temps modernes ou dans la période révolutionnaire. Quelques-uns de ces mémoires étaient très remarquables, et leurs auteurs pourront, en les remaniant, les transformer en thèses pour le doctorat. Je suis heureux de signaler ici les travaux de MM. Morizet, Floquet, Davillé, Danzer, Schmit et Étienne.

Les conférences d'agrégation instituées en 1881 ont été suivies par un auditoire nombreux pendant une certaine période, plus rare au cours des premières années ainsi que des dernières. Je ne puis naturellement pas mentionner ici tous les étudiants de notre Faculté qui ont été reçus à l'agrégation d'histoire. M. Émile Duvernoy, ancien élève de l'École des Chartes, aujourd'hui archiviste de Meurthe-et-Moselle, est le premier qui sortit victorieux des épreuves difficiles autant qu'aléatoires de cet examen. Plusieurs autres agrégés, qui s'étaient préparés à Nancy, sont restés ou revenus dans notre ville : MM. Laurent et Robert Parisot, attachés à la Faculté des lettres, MM. Bécourt, Chantriot, Morizet, professeurs au lycée, M. l'abbé Jérôme, professeur au grand séminaire.

Qu'il me soit permis, après avoir parlé des vivants, de donner un souvenir ému aux morts, à Vorbe, à Du-bois, à Poirel, un des espoirs de la géographie, à Beaulieu, enlevé avant d'avoir terminé ses thèses. Ils continuent de vivre dans la mémoire des maîtres et des camarades, qui avaient apprécié leurs rares qualités d'hommes et de travailleurs.

On sait qu'en France ce n'est pas à la Faculté que les candidats au doctorat ès lettres préparent et rédigent leurs thèses. Les professeurs n'ont d'autre mission que de juger la valeur de celles-ci.

Après la soutenance de l'abbé Gillet dix années s'écoulèrent, pendant lesquelles la Faculté des lettres de Nancy n'eut pas à décerner le grade de docteur. A partir de 1891 on entre dans la période des vaches grasses. Les quatorze dernières années ne comptent pas moins de huit soutenances. Six des candidats présentaient des thèses d'histoire, se partageant par moitié entre l'histoire provinciale et l'histoire générale.

En 1891, M. l'abbé Eugène Martin, professeur à Saint-Sigisbert, fut reçu docteur avec une thèse française sur *L'Université de Pont-à-Mousson*. Ce travail plein d'actualité, on parlait alors de rétablir en France les Universités, exposait en un style élégant et clair les méthodes d'enseignement et les conditions d'existence, très différentes alors les unes et les autres de ce qu'elles sont de nos jours, des professeurs et des élèves de la vieille Université lorraine.

Le Règne de Léopold formait le sujet de la thèse française que trois ans plus tard soutint M. Baumont, professeur au collège de Lunéville. Voltaire, en quelques lignes élogieuses, avait assuré la réputation de ce prince. M. Baumont s'efforça de démontrer, et il y réussit en partie, que Léopold, comme homme ou comme souverain, ne méritait pas toutes les louanges dont il avait été l'objet.

C'est à Stanislas que s'attaqua M. Pierre Boyé, l'un des hommes les plus instruits, l'un des esprits les plus encyclopédiques de ce temps. Lui aussi, M. Boyé, essaya de déboulonner le beau-père de Louis XV. Pourtant il n'aborda pas le règne de Stanislas en Lorraine : c'est la vie antérieure du prince, son rôle

surtout de 1733 à 1738, pendant la guerre de la succession de Pologne et les négociations qui aboutirent au troisième traité de Vienne, que M. Boyé étudia dans un livre très documenté, très spirituel, mais tout de même un peu injuste.

Je ne puis que donner une mention en passant aux *Moines de Constantinople*, de M. l'abbé Marin, ainsi qu'aux *Relations de Louis XI avec le Saint-Siège*, de M. Combet, malgré l'intérêt qu'offrent ces deux thèses.

L'an dernier, la Faculté décernait le grade de docteur à M. F. Lot, Parisien de naissance et maître de conférences à l'École pratique des Hautes-Études. Deux Parisiens déjà, M. Patry et M. Pinvert, avaient donné l'exemple à M. Lot. Il se trouvait qu'il y a une douzaine d'années le candidat avait fort malmené les Facultés de province. M. Pfister ne manqua pas de le lui rappeler. M. Lot, enfin, s'était toujours montré sévère, et plus que sévère, pour les travaux d'autrui : ses juges se firent un devoir de le taquiner, d'éplucher en conscience les thèses qu'il leur avait soumises. Disons tout de suite que l'une et l'autre se recommandaient par de rares qualités ; elles prouvaient à nouveau, car M. Lot n'en était pas à ses débuts d'historien, que l'auteur, l'un des plus brillants élèves du regretté Arthur Giry, joignait à une connaissance approfondie des documents, ainsi que des travaux de ses devanciers, une grande pénétration et un esprit critique toujours en éveil. A la soutenance, M. Lot se défendit contre les attaques et les objections des membres du jury avec autant de force que de sang-froid. La Faculté lui avait décerné le grade de docteur avec la mention très honorable. Deux mois plus tard, la principale thèse de M. Lot, ses *Études sur le règne de Hugues Capet*, obtenaient de l'Académie des inscriptions et belles-lettres le grand prix Gobert.

En dehors de la Faculté même, je retrouve les professeurs d'histoire et de géographie à l'Institut colonial, à l'École de Commerce, à la Commission d'études chargée de publier les documents économiques relatifs à la Révolution française.

Il convient, enfin, de ne pas oublier leur rôle comme membres actifs des Sociétés savantes de la région, Académie de Stanislas, Société d'archéologie lorraine, Société de géographie de l'Est, ou comme collaborateurs de diverses revues, *Revue historique*, *Revue critique*, *Annales de géographie*, *Annales de l'Est*, *Pays lorrain*.

Qu'il me soit permis de dire quelques mots des *Annales de l'Est*, que la Faculté des lettres créa en 1886. M. Pfister en resta dix-huit ans le directeur. D'abord ouvertes à des études de toutes sortes, elles prirent de plus en plus le caractère d'une revue d'histoire provinciale. Par son enseignement, M. Pfister avait donné un regain d'activité aux études sur le passé de la Lorraine ; c'est lui qui avait inspiré quelques-unes des thèses dont je parlais tout à l'heure. Les *Annales de l'Est* lui permirent d'exercer un véritable contrôle sur les travaux historiques relatifs à la région ; il rappela aux auteurs qui l'oubliaient la nécessité de se livrer, avant d'écrire, à des recherches sérieuses, de contrôler avec soin les renseignements fournis par les sources, en un mot de travailler avec conscience et méthode. Les comptes rendus que publiaient les *Annales* donnaient, en outre, une juste idée de la production historique en Alsace et en Lorraine. Cette revue, en même temps qu'elle affirmait la vitalité de notre Faculté des lettres, mettait Alsaciens et Lorrains en contact les uns avec les autres. On ne peut lui refuser d'avoir bien mérité de la science, d'avoir servi de trait d'union entre deux provinces, d'avoir été enfin un puissant outil de décentralisation.

Depuis le 1^{er} janvier 1905, grâce à l'entente des Facultés des lettres de Lille et de Nancy, les *Annales de l'Est* sont devenues les *Annales de l'Est et du Nord*. Le domaine du nouveau périodique, plus étendu que celui de l'ancien, comprend — outre l'Alsace, le Barrois, la Lorraine et les Trois-Évêchés — l'Ardenne et le nord de la France, Hainaut, Cambrésis, Picardie, Artois et Flandre. Se renfermant dans l'histoire régionale, entendue au sens le plus large, les *Annales de l'Est et du Nord* groupent sur le terrain de l'érudition les forces de deux régions entre lesquelles la configuration du sol, un passé historique commun et les relations commerciales créent de nombreux liens. Ce n'est pas seulement en France que nous avons trouvé des collaborateurs savants et dévoués. D'un pays voisin et ami, j'ai nommé la Belgique, nous sont venus d'éminents historiens, MM. Pirenne et Vanderkindere, qui ont apporté aux *Annales* un concours précieux.

En même temps que les *Annales* se transformaient, deux professeurs de notre Faculté, l'un d'histoire moderne, l'autre de littérature allemande, MM. G. Pariset et H. Lichtenberger, créaient avec des collègues de Lille et de Lyon ou, pour mieux dire, ressuscitaient la *Revue germanique*. Les fondateurs se proposaient de renseigner le public français sur le mouvement historique et littéraire de tous les pays où se parlent soit l'allemand, soit les idiomes apparentés à cette langue.

* * *

L'enseignement de l'histoire et de la géographie s'est modifié plusieurs fois depuis un demi-siècle. Il s'en faut pourtant que l'évolution soit aujourd'hui terminée. Sans aucun doute, la licence, le diplôme d'études supérieures et l'agrégation elle-même subiront de nouvelles transformations. Peut-être verrons-nous

un jour les Facultés se disloquer, disparaître même, pour faire place à d'autres organismes, les Instituts, où les différentes disciplines se grouperont d'après leurs affinités : la géographie, par exemple, s'unira aux sciences naturelles, l'histoire se rapprochera du droit, avec lequel elle a de nombreux points de contact.

Mais il peut sembler téméraire de prédire l'avenir. Contentons-nous d'envisager le présent : il n'offre pas que des sujets de satisfaction. Un double péril menace actuellement la prospérité des Facultés des lettres, et par conséquent de l'enseignement historique.

La nouvelle loi militaire, en obligeant tous les jeunes gens à faire deux années de service, provoquera peut-être une diminution du nombre des étudiants. La réforme de l'École normale, désormais rattachée à la Sorbonne, ne causera-t-elle pas plus de préjudice encore aux Facultés de province ? Si, comme on a pu le craindre, la Sorbonne, renforcée de l'École normale, devait accaparer la préparation aux diverses agrégations, il n'en résulterait pas seulement pour les Facultés de province une réduction de leur personnel d'élèves ; elles seraient gravement atteintes dans leur autorité morale et dans leur prestige. Vis-à-vis de la Sorbonne elles ne seraient plus que des Facultés d'ordre inférieur. J'ajoute qu'en ce qui concerne l'histoire, le privilège dont jouirait en fait la Sorbonne aurait des conséquences sur lesquelles je tiens à insister, car on ne me paraît pas en avoir saisi toute la portée. Que l'on ait appris à Paris, à Nancy, à Rennes ou à Toulouse l'algèbre, la géologie, voire même l'une des littératures grecque ou latine, cela ne me paraît pas être de grande conséquence. Il en va tout autrement pour l'histoire. Je ne considère pas comme une chose indifférente que les maîtres qui devront enseigner un jour l'histoire de France se soient

formés à Paris ou en province : il y a pour cette histoire un point de vue parisien et un point de vue provincial, celui-ci très différent du premier. Trop longtemps professeurs et manuels, les premiers agents, les seconds instruments de centralisation, ont — sans le vouloir peut-être — grandi le rôle du gouvernement central et de la capitale, et rapetissé ainsi celui de la province ; ils ont contribué pour leur part à entretenir dans la province cette apathie, cet engourdissement, qu'ont tant de peine à secouer aujourd'hui les apôtres de la décentralisation. Cet état de choses tendait à disparaître ; le faire revivre serait commettre une faute profondément regrettable.

L'enseignement historique dans les Facultés de province avait largement bénéficié des mesures libérales prises il y a vingt-cinq ans.

Je ne puis croire que l'on songe à nous ramener en arrière, à restaurer indirectement des privilèges et des monopoles abolis, à ressusciter le régime napoléonien. J'ai le ferme espoir que la réaction centralisatrice ne triomphera pas. Mais pour vaincre cette ennemie, toujours prête à relever la tête et à reprendre l'offensive, le dévouement et l'activité des maîtres ne suffiraient pas, si leurs efforts devaient rester isolés.

L'union, l'action combinée des Facultés de province peuvent seules assurer le succès, et sauver de la ruine les résultats obtenus depuis un quart de siècle.
